

Zaventem, le 29 janvier 2024

La Vivaldi renie une nouvelle fois sa parole. Ce gouvernement n'est décidément pas fiable !

Ce qui était clair pour nous depuis un certain temps s'est encore confirmé aujourd'hui lors de la Comité de négociation de la police : ce gouvernement Vivaldi manque une fois de plus à sa parole, n'est absolument pas fiable et n'a aucun respect pour le dialogue social et le personnel de la police.

L'accord sectoriel 2021-2022 prévoit une deuxième phase dans le cadre des négociations qualitatives (financières) qui débiterait au plus tard en janvier 2024, avec pour objectif de s'achever en avril 2024. La ministre de l'Intérieur a déjà déclaré en 2021 qu'elle continuerait à consulter les autorités locales et le gouvernement fédéral pour parvenir à une réévaluation pécuniaire de la police.

Aujourd'hui nous apprenons officiellement que la demande aux 3 associations de villes et communes d'entamer les négociations de la deuxième phase a été envoyée fin décembre 2023. La semaine dernière, les réponses ont été reçues au cabinet de la ministre de l'Intérieur : avant les élections communales d'octobre 2024, aucune négociation ne peut avoir lieu pour mieux rémunérer les policiers. La ministre de l'Intérieur partage ce point de vue, tout comme son collègue, le ministre de la Justice. Cependant, les deux ministres étaient signataires du protocole d'accord 537/1 du 28.01.2022.

Après des mois de négociations, d'actions et de grèves, la ministre de l'Intérieur a annoncé avoir conclu un « accord historique » (après 20 ans de statu quo) avec deux syndicats de police. Une augmentation structurelle des salaires de 5 % et le maintien d'un système d'inactivité précoce comme droit individuel.

Rien de l'accord dit historique n'a été mis en œuvre tel que décrit dans le protocole d'accord : pas d'augmentation de salaire au 1er janvier 2023 à 100%, le système initial de non-activité a été revu, une indemnité de télétravail pour les happy few et rien pour les autres, et pas de deuxième phase !

Dans sa campagne électorale, CD&V fait déjà sensation avec le mot « Respect ». Cependant, le respect d'un accord signé, du dialogue social et du personnel policier est difficile à trouver. Parmi les excellences de l'Open Vld, le couteau de l'année dernière nous est toujours planté dans le dos.

Jusqu'au 9 juin 2024, nous rappellerons régulièrement à ce gouvernement son manque de parole, son manque de fiabilité et son comportement irrespectueux.

Vincent Gilles
Président National
+32475304864

Vincent Houssin
Vice-Président National
+32485184952